

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre n°65 – Printemps 2023



1 Santé publique

- Recommandation sur le dépistage du cancer adoptée avec une portée plus limitée
- Premiers profils nationaux au regard du cancer publiés
- Appel du Parlement européen à renforcer la lutte contre le diabète
- Examen et avis sur les stratégies contre la résistance aux antimicrobiens
- Nouvelle sous-commission du Parlement européen dédiée à la santé publique
- Groupe d'experts en santé publique en appui à la Commission européenne

2 Médicaments et dispositifs médicaux

- Extension de la période de transition concernant les dispositifs médicaux
- Constitution de quatre réserves stratégiques rescEU dans les domaines chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires
- Actions envisagées pour améliorer la préparation aux crises sanitaires
- Étude sur la réponse en matière de santé publique à la pandémie de COVID-19
- Conclusions du Conseil de l'Union européenne sur la vaccination
- Première réunion du Comité consultatif sur la surveillance de l'immunisation et des vaccins
- Recommandations pour faciliter les essais cliniques décentralisés
- Mise en place d'un groupe d'experts pour la qualité de l'innovation
- Quatorze États membres contre l'introduction de coupons d'exclusivité transférable
- Recommandations de seize organisations pour la révision de la législation pharmaceutique européenne
- Position des institutions de protection sociale concernant la révision de la législation européenne en matière de médicaments orphelins
- Deux études sur le modèle européen de recherche et développement en santé
- Bonnes pratiques en matière de marchés publics de médicaments
- Parcours de transition pour l'industrie chimique

3 Santé en ligne

- Lancement du programme d'action pour la décennie numérique
- Échanges transfrontières de données au sein des administrations publiques
- Initiative européenne en matière d'imagerie contre le cancer
- Boîte à outils commune pour la mise en œuvre du portefeuille numérique
- Étude sur l'accessibilité des services publics et de l'information en ligne
- Appel des associations à élargir la portée de l'espace européen des données de santé (EHDS)
- Projet de décision d'adéquation concernant le cadre de protection des données UE-États-Unis

4 Marché intérieur

- Progrès et améliorations possibles dans l'intégration du marché unique
- La mobilité professionnelle parmi les axes de travail de la plateforme « Prêts pour l'avenir »

5 Politique sociale

- Adoption de la recommandation sur les soins de longue durée
- Résolution sur l'égalité des droits pour les personnes handicapées
- Évaluation des cadres stratégiques nationaux en faveur des Roms
- Résultats mitigés dans l'accès des travailleurs à la protection sociale
- Défis actuels et vision future de la protection sociale et de l'État providence
- Portfolio actualisé des indicateurs pour la protection et l'inclusion sociale
- Première réunion de la plateforme pour la migration de la main-d'œuvre
- La pénurie de main d'œuvre analysée dans la revue annuelle du marché de l'emploi
- Proposition de rapport conjoint sur l'emploi publié dans le cadre du Semestre européen 2023

6 Politique économique

- Lancement du cycle du Semestre européen 2023 de coordination des politiques économiques
- Rapports de surveillance post-programme pour cinq pays

7 Financement UE

- Trois nouveaux programmes Interreg en faveur des soins de santé
- Trois accords signés dans le cadre du programme InvestEU
- Accord de partenariat avec l'Espagne adopté
- Financements supplémentaires à l'Espagne et la France dans le cadre du programme REACT-EU
- Création d'un groupe d'experts sur le futur de la politique de cohésion
- Plan de la Hongrie pour la reprise et la résilience approuvé
- Plusieurs analyses de l'ECA sur la politique de cohésion et sur la facilité pour la reprise et la résilience (FRR)

8 Concurrence

- Approbation d'un régime d'aide wallon en faveur des secteurs de la santé et de l'assistance sociale
- Évaluation des règles relatives aux subventions publiques en faveur des services sociaux et de santé d'intérêt économique général (SIEG)
- Joint-venture pour la conception et mise en œuvre de plans de traitement pour les soins de santé primaires en Irlande approuvé
- Quatre nouvelles acquisitions approuvées par la Commission européenne
- Projet d'acquisition de Oticon Medical par Cochlear examiné par la Commission européenne
- Examen des fusions sur les marchés numériques et technologiques
- Amende infligée à Ladiant par l'autorité espagnole de la concurrence

9 Cour de Justice de l'Union européenne

- Arrêt concernant l'importation parallèle de médicaments génériques
- Arrêt concernant l'importation parallèle de médicaments
- Arrêt concernant la fixation des prix des médicaments
- Arrêt concernant l'application de la législation européenne relative aux dispositifs médicaux et aux médicaments à usage humain
- Conclusions relatives à la mise sur le marché du médicament Aplidin - plitidespine

10 Procédure d'infraction

- Quatre États mis en demeure en matière d'accueil des demandeurs d'asile
- Trois États mis en demeure en matière d'octroi de la protection internationale
- Deux États en défaut de transposition des règles relatives à la radioprotection
- Seize procédures engagées en matière de réglementation des professions
- Quatre États en défaut de transposition des règles sur les données ouvertes
- Méthode de calcul des sanctions financières actualisée

11 Divers

- Objectifs de l'Union en matière de résilience face aux catastrophes
- Avis scientifique pour une approche systémique de la gestion des crises
- Nouvelle stratégie en matière de santé mondiale
- Impact de l'évolution démographique dans un environnement en mutation
- Qualité des statistiques européennes à améliorer
- Vision à long terme pour les zones rurales de l'Union européenne

12 Publications

- Analyse de l'impact du règlement relatif aux dispositifs médicaux
- Dynamiques d'intégration européenne au lendemain du COVID-19
- Collaborations transfrontalières dans les soins de santé en Europe
- Dialogue social et négociation collective dans le secteur hospitalier
- Panorama de la santé en Europe 2022
- Risques psychosociaux dans les secteurs des soins de santé et des soins de longue durée
- Défis et solutions concernant le personnel de soins de santé
- Protection sociale pour les personnes en situation de handicap
- Conséquences du manque de transparence dans l'industrie pharmaceutique et au niveau européen

Recommandation sur le dépistage du cancer adoptée avec une portée plus limitée

Le Conseil de l'Union européenne a adopté la nouvelle recommandation sur la détection du cancer proposée par la Commission européenne en septembre dernier. Si l'élargissement du champ d'action au cancer du poumon, de la prostate et de l'estomac est confirmé, la prérogative des États membres dans la mise en œuvre est mise davantage en avant. Des flexibilités ont ainsi été introduites afin de tenir compte des ressources et capacités disponibles en termes de diagnostic, traitement et suivi.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Premiers profils nationaux au regard du cancer publiés

Publiés par la Commission européenne et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), ces profils font partie du registre européen des inégalités face au cancer. Ils concernent les États membres de l'Union européenne, la Norvège et l'Islande, et montrent une capacité inégale des systèmes de santé à fournir un accès gratuit et en temps utile à un diagnostic précoce, à des soins et à un traitement de haute qualité contre le cancer.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Appel du Parlement européen à renforcer la lutte contre le diabète

Le Parlement européen a adopté une résolution invitant la Commission européenne et les États membres à fixer des objectifs ambitieux pour lutter contre le diabète et améliorer les soins et la qualité de vie des diabétiques. Ceci implique entre autres de soutenir l'offre de soins centrés sur la personne et intégrés à l'ensemble du parcours de soins, de renforcer les compétences en matière de soins primaires et de collaboration pluridisciplinaire, ainsi que d'assurer l'accessibilité des traitements et des soins.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Examen et avis sur les stratégies contre la résistance aux antimicrobiens

La Commission européenne a publié l'examen des plans d'action nationaux « Une seule santé » contre la résistance aux antimicrobiens. Le rapport analyse les stratégies suivies par les États membres et fournit des informations pour identifier et développer des synergies dans le contexte de l'approche « Une seule santé ».

Le groupe d'experts sur les moyens efficaces d'investir dans la santé a publié un avis dans lequel il analyse les déterminants de la résistance aux antimicrobiens, ainsi que les stratégies prises au niveau international et européen. Des recommandations sont adressées à la Commission et aux États membres afin de mieux gérer la résistance aux antimicrobiens dans le système de santé.

[DOC 1](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN](#) [HTML](#)

Nouvelle sous-commission du Parlement européen dédiée à la santé publique

Une sous-commission consacrée à la santé publique a été créée au sein de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen (ENVI). Elle travaillera notamment sur les questions relatives aux menaces transfrontières, aux produits pharmaceutiques et aux dispositifs médicaux, ainsi que sur les questions de prévention des maladies.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Groupe d'experts en santé publique en appui à la Commission européenne

Ce nouveau groupe remplace un précédent groupe consacré aux maladies non transmissibles et élargit son champ de compétences aux maladies transmissibles et à la santé mentale. Il soutiendra la Commission dans le développement de stratégies et l'échange de bonnes pratiques dans ces domaines. Un premier sous-groupe consacré à la santé mentale s'est réuni en février 2023.

[DOC 1](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN](#) [PDF](#)

2 Médicaments et dispositifs médicaux

Extension de la période de transition concernant les dispositifs médicaux

Après le vote favorable du Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne a aussi approuvé les amendements au règlement sur les dispositifs médicaux. La période pour certifier les dispositifs médicaux est prolongée afin d'éviter les pénuries durant cette période de transition vers le nouveau règlement. Cette extension ne modifie pas les exigences de performance et de sécurité des dispositifs.

[DOC EN/FR/NL HTML](#)

Constitution de quatre réserves stratégiques rescEU dans les domaines chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires

Ces réserves sont hébergées en Croatie, en Finlande, en France, et en Pologne. Elles sont établies dans le cadre du mécanisme renforcé de protection civile de l'UE (rescEU) et développées avec l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA). Le but est d'améliorer la préparation et la capacité de réaction de l'Union européenne aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. Elles comprennent des contre-mesures médicales critiques, telles que des vaccins et des antidotes, des dispositifs médicaux et du matériel d'intervention spécifique pour ce type d'incidents.

[DOC 1 EN/FR/NL HTML](#) | [DOC 2 EN/FR HTML](#)

Actions envisagées pour améliorer la préparation aux crises sanitaires

La Commission européenne a publié son premier rapport sur l'état de préparation en matière de santé. Il présente les progrès accomplis depuis le début de la pandémie de COVID-19 ainsi que les nouveaux défis. Des actions clés sont envisagées dans l'évaluation des menaces, la mise au point de contre-mesures médicales et la collecte de renseignements sur celles-ci, ainsi que le renforcement des chaînes d'approvisionnement et des capacités de production.

[DOC EN/FR/NL HTML](#)

Étude sur la réponse en matière de santé publique à la pandémie de COVID-19

Publié par le service de recherche du Parlement européen, cette étude vise à nourrir le travail de la commission spéciale sur la pandémie de COVID-19. Cinq domaines sont notamment analysés : la stratégie vaccinale de l'UE et des États membres ; l'efficacité des vaccins ; le cadre européen de réponse aux crises ; la prévention et la préparation de l'Union européenne aux futures menaces sanitaires ; et les compétences européennes en matière de santé publique. Des recommandations sont proposées sur base des résultats.

[DOC EN PDF](#)

Conclusions du Conseil de l'Union européenne sur la vaccination

Ces conclusions portent essentiellement sur deux domaines : la lutte contre la réticence à la vaccination et la préparation aux défis à venir au moyen d'une coopération renforcée. Les États membres et la Commission européenne sont invités, entre autres, à renforcer les capacités des professionnels de la santé dans la lutte contre la désinformation et la mésinformation sur la vaccination, ainsi qu'à prendre des mesures supplémentaires pour renforcer l'échange d'informations et promouvoir la passation conjointe de marchés de vaccins.

[DOC EN/FR/NL HTML](#)

Première réunion du Comité consultatif sur la surveillance de l'immunisation et des vaccins

Coprésidé par le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC) et l'Agence européenne des médicaments (EMA), ce comité multidisciplinaire rassemble des représentants des autorités nationales et des experts. Il est chargé de soutenir les activités de la Plateforme de surveillance des vaccins (VMP) à travers des conseils sur la hiérarchisation, la conception, la mise en œuvre et l'interprétation des études menées post-autorisation sur l'innocuité et l'efficacité des vaccins dans l'Union européenne.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Recommandations pour faciliter les essais cliniques décentralisés

Publiées par la Commission européenne, les dirigeants des agences des médicaments (HMA) et l'Agence européenne des médicaments (EMA), ces recommandations visent à accélérer les essais cliniques dans l'Union européenne, ainsi qu'à faciliter la réalisation d'essais cliniques décentralisés. Un aperçu des dispositions nationales pertinentes est fourni en annexe.

[DOC](#) [EN](#) [PDF](#)

Mise en place d'un groupe d'experts pour la qualité de l'innovation

Établi par l'Agence européenne des médicaments (EMA), ce groupe d'experts a pour mission de soutenir les approches innovantes en matière de développement, de production et de contrôle de la qualité des produits pharmaceutiques dans l'UE.

[DOC](#) [EN](#) [PDF](#)

Quatorze États membres contre l'introduction de coupons d'exclusivité transférable

En vue de la révision de la législation pharmaceutique européenne, quatorze États membres, dont les Pays-Bas, à l'origine de l'initiative, et la Belgique, ont exprimé leur désaccord avec les amendements visant à introduire des coupons d'exclusivité transférable. Ceux-ci permettent à une compagnie qui produit un nouveau antimicrobien d'étendre la période d'exclusivité commerciale à un autre produit ou de vendre ce droit à une autre compagnie. Selon les quatorze États membres, il s'agit d'une forme indirecte et non transparente de financement, peu efficace et avec des coûts importants pour les systèmes de santé nationaux.

[DOC](#) [EN](#) [PDF](#)

Recommandations de seize organisations pour la révision de la législation pharmaceutique européenne

Dans une déclaration conjointe, seize organisations représentant les prestataires et les professionnels de soins de santé, les patients et les payeurs ont défini la manière dont la révision de la législation pharmaceutique européenne devrait favoriser l'accessibilité financière des médicaments de haute qualité, améliorer l'évaluation de l'efficacité et de la sécurité des médicaments, et enfin assurer un approvisionnement suffisant et éviter les pénuries en médicaments. De son côté, le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) a rappelé l'urgence de l'accès aux médicaments et la nécessité d'éviter de retarder encore la présentation de la proposition de révision.

[DOC 1](#) [EN](#) [PDF](#) | [DOC 2](#) [EN](#) [PDF](#)

Position des institutions de protection sociale concernant la révision de la législation européenne en matière de médicaments orphelins

La Plateforme européenne des institutions de protection sociale (ESIP) et le Comité d'évaluation des médicaments (MEDEV) ont publié une position conjointe sur la législation relative aux médicaments orphelins, ainsi qu'une liste d'amendements à apporter à la législation actuelle. Les propositions visent à résoudre les distorsions existantes sur le marché et à orienter la recherche et développement dans les domaines pour lesquels les besoins ne sont pas satisfaits.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Deux études sur le modèle européen de recherche et développement en santé

En vue de la révision de la législation pharmaceutique européenne, le Panel STOA (Panel for the Future of Science and Technology) du Parlement européen a publié deux études. Elles identifient les faiblesses du modèle européen actuel de recherche et développement dans le domaine de la santé, et proposent des solutions possibles afin, entre autres, d'améliorer la coordination de la recherche au sein de l'Union européenne et de redéfinir les priorités dans les domaines où les besoins thérapeutiques ne sont pas satisfaits.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Bonnes pratiques en matière de marchés publics de médicaments

La Commission européenne a publié une étude sur les pratiques en place dans 32 pays européens en matière de marchés publics de médicaments. L'étude cartographie et analyse l'organisation de l'approvisionnement pour différents types de médicaments et dans le secteur hospitalier, les différentes procédures et techniques appliquées, ainsi que l'impact de ces pratiques. L'étude comprend enfin un ensemble de bonnes pratiques pour optimiser les marchés publics de médicaments en Europe.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Parcours de transition pour l'industrie chimique

Publié par la Commission européenne, ce parcours a été développé conjointement avec des représentants des États Membres, de l'industrie chimique, d'organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes. Il définit les actions à mettre en place pour réaliser la double transition verte et numérique visée par la stratégie industrielle européenne. Les produits chimiques sont au cœur des principales chaînes de valeur de l'Europe, y compris les produits pharmaceutiques.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

3 Santé en ligne

Lancement du programme d'action pour la décennie numérique

Adopté par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen, ce programme définit les objectifs à atteindre à l'horizon 2030 en matière de compétences et infrastructures numériques, de transition numérique des entreprises, et de services publics en ligne. Parmi ces objectifs, celui d'assurer l'accès de 100% des citoyens européens à leur dossier médical électronique. Pour chaque objectif, des trajectoires européennes, ainsi que des trajectoires nationales et des feuilles de route stratégiques devront être élaborées. Des projets multinationaux peuvent également être développés. Les progrès accomplis feront l'objet d'un suivi annuel et le premier rapport est attendu en juin 2023.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Échanges transfrontières de données au sein des administrations publiques

La Commission européenne a adopté une proposition de règlement accompagnée d'une communication qui vise à renforcer la coopération entre les administrations nationales en matière d'échanges de données et de solutions informatiques, telles que des logiciels libres, des cadres de référence et des outils informatiques. Les données de santé sont aussi concernées.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Initiative européenne en matière d'imagerie contre le cancer

Lancée par la Commission européenne, cette initiative vise à créer une infrastructure numérique transfrontière, interopérable et sécurisée permettant de relier les ressources et les bases de données d'imagerie oncologique dans l'ensemble de l'Union européenne. Il s'agit d'un projet phare du plan

européen pour vaincre le cancer, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie européenne pour les données et de l'espace européen des données de santé.

DOC [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Boîte à outils commune pour la mise en œuvre du portefeuille numérique

Publiée par la Commission européenne et développée avec les États membres, cette boîte à outils veut servir de base pour la conception du futur portefeuille d'identité numérique au niveau national. Celui-ci devra permettre aux utilisateurs de s'identifier et de s'authentifier par voie électronique en ligne et hors ligne, par-delà les frontières, en vue d'accéder à un large éventail de services publics et privés, y compris dans le secteur de la santé. La boîte à outils propose des exigences et des spécifications, qui ne seront toutefois pas obligatoires pour les États membres tant que la proposition législative concernant l'identité numérique ne sera pas adoptée.

DOC [EN](#) [HTML](#)

Étude sur l'accessibilité des services publics et de l'information en ligne

La Commission européenne a publié l'examen de la directive sur l'accessibilité du web visant à promouvoir l'accès aux services publics et à l'information en ligne. Les résultats montrent que les services de santé sont parmi les services les plus consultés en ligne, mais que le niveau d'accessibilité des sites web reste encore faible, notamment pour les personnes âgées et handicapées.

DOC [EN](#) [HTML](#)

Appel des associations à élargir la portée de l'espace européen des données de santé (EHDS)

L'Alliance pour la numérisation des parcours de gestion des médicaments à l'hôpital, initiée et dirigée par l'EHMA (European health management association) a publié des recommandations visant à inclure les données relatives aux traitements médicamenteux dans l'EHDS. L'Alliance appelle notamment à assurer que l'ensemble des professionnels de soins de santé, tout au long du continuum de soins, fournissent ce type de données de santé.

DOC [EN](#) [HTML](#)

Projet de décision d'adéquation concernant le cadre de protection des données UE-États-Unis

Publié par la Commission européenne, ce projet définit les conditions du transfert des données à caractère personnel de l'Union européenne vers des entreprises américaines. Ces données comprennent celles relatives aux conditions médicales et de santé utilisées par exemple dans le cadre de la recherche médicale et pharmaceutique.

Après examen du projet, le Comité européen de la protection des données (CEPD) a mis en avant ses préoccupations quant au champ d'application des exemptions, à la collecte temporaire de données de masses et au fonctionnement pratique du mécanisme de recours.

DOC 1 [EN](#)/[FR](#) [HTML](#) | DOC 2 [EN](#) [HTML](#)

4 [Marché intérieur](#)

Progrès et améliorations possibles dans l'intégration du marché unique

À l'occasion des 30 ans du marché unique, le rapport annuel 2023 publié par la Commission européenne confirme l'importance de cet outil pour relever les défis actuels, tout en pointant la nécessité de continuer à améliorer son fonctionnement, notamment en matière d'intégration des services et de résilience des chaînes d'approvisionnement. Des informations sur les progrès et les défis sont aussi présentées par rapport au secteur de la santé et des soins de santé. Le tableau d'affichage du marché unique 2022 donne un aperçu de la manière dont les règles du marché unique de l'UE ont été appliquées dans l'Espace économique européen.

DOC [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

La mobilité professionnelle parmi les axes de travail de la plateforme « Prêts pour l'avenir »

Ce groupe d'experts de haut niveau sur la charge réglementaire aide la Commission à simplifier la législation européenne existante et à réduire les formalités administratives au profit des citoyens et des entreprises européennes. Le programme de travail adopté pour 2023 comprend huit thèmes, dont celui de la promotion de la mobilité professionnelle. Des avis seront ainsi émis sur la directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, et celle relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions. Les professionnels de la santé sont concernés par les deux directives.

[DOC](#) [EN](#) [PDF](#)

5 Politique sociale

Adoption de la recommandation sur les soins de longue durée

Le Conseil de l'Union européenne a adopté la recommandation visant à rendre les soins de longue durée plus accessibles, plus abordables et de meilleure qualité. Des modifications ont été apportées par rapport au texte initial proposé par la Commission européenne.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Résolution sur l'égalité des droits pour les personnes handicapées

Adoptée par le Parlement européen, cette résolution appelle à étendre les avantages de la carte européenne d'invalidité, annoncée par la Commission européenne, et de rendre son introduction obligatoire pour les États membres. Celle-ci pourrait favoriser, entre autres, la continuité du processus de réadaptation en cours en cas de changement du pays de résidence. La Commission et les États membres sont aussi invités à garantir des soins de santé accessibles et de qualité aux personnes handicapées.

[DOC 1](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Évaluation des cadres stratégiques nationaux en faveur des Roms

Dans le cadre de son plan décennal 2020-2030 sur l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms, la Commission européenne a évalué les cadres stratégiques développés par les États membres. Les résultats montrent des variations considérables entre pays. Celui de la santé fait partie des quatre domaines clés à cibler dans la lutte contre l'exclusion sociale de la communauté rom.

[DOC](#) [FR](#) [HTML](#)

Résultats mitigés dans l'accès des travailleurs à la protection sociale

La Commission européenne a étudié la mise en œuvre de la recommandation du Conseil de 2019 relative à l'accès des travailleurs salariés et non-salariés à la protection sociale. Les résultats montrent un niveau d'ambition des États membres varié, ainsi que la tendance à ne pas viser l'élimination de toutes les disparités en matière de couverture. Par exemple, les retraites, le chômage et les prestations de maladie figurent parmi les branches les plus fréquemment visées, alors que les autres (soins de santé et invalidité, maternité et paternité, accidents de travail et maladies professionnelles) sont moins souvent prises en considération.

Un rapport complémentaire publié par le Réseau européen de politique sociale (ESPN) approfondit un des piliers de la recommandation du Conseil, celui de la transparence des informations relatives aux mécanismes de protection sociale et la simplification de l'accès à ces mécanismes. Les progrès accomplis sont mis en évidence, ainsi que les points d'amélioration, notamment en faveur des groupes les plus vulnérables. Le rapport de synthèse est accompagné de rapports nationaux pour 35 pays européens.

[DOC 1](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN](#) [HTML](#)

Défis actuels et vision future de la protection sociale et de l'État providence

Le groupe d'experts de haut niveau sur le futur de la protection sociale et de l'État providence a analysé les défis posés par des mégatendances comme le changement démographique ou la digitalisation, et ce que ces défis impliquent pour la conception et la portée des systèmes de protection sociale, ainsi que leur financement. Vingt-et-une recommandations stratégiques sont adressées à l'Union européenne et aux États membres pour renforcer les systèmes de protection sociale à moyen et long terme.

[DOC](#) [EN](#) [PDF](#)

Portfolio actualisé des indicateurs pour la protection et l'inclusion sociale

Le Comité de protection sociale et son sous-groupe « indicateurs » publient depuis 2001 des indicateurs pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs européens de protection sociale (pensions, soins de santé et soins de longue durée) et d'inclusion sociale. Cette version actualisée passe en revue le nouveau cadre politique et inclut tous les indicateurs adoptés depuis 2015. En plus d'indicateurs généraux, des indicateurs spécifiques sont proposés pour quatre domaines : soins de santé et soins de longue durée, inclusion sociale, pensions, pauvreté infantile et bien-être.

[DOC](#) [FR](#) [HTML](#)

Première réunion de la plateforme pour la migration de la main-d'œuvre

Cette plateforme réunit la Commission européenne et des représentants des États membres spécialisés dans les domaines de la migration et de l'emploi. Le but est de promouvoir la migration de main-d'œuvre de pays tiers vers l'Union Européenne et faire en sorte qu'elle soit bien gérée et ciblée vers les secteurs, comme celui des soins de santé, où existent des besoins en main-d'œuvre et en compétences.

[DOC](#) [EN/FR](#) [HTML](#)

La pénurie de main d'œuvre analysée dans la revue annuelle du marché de l'emploi

Dans son rapport 2022, la Commission européenne analyse l'impact de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique. La troisième partie est toutefois consacrée aux facteurs cycliques et structurels qui déterminent la pénurie de main d'œuvre et de compétences à court et long terme. Elle présente les politiques qui peuvent être développées pour améliorer entre autres la formation, la mobilité professionnelle, ainsi que les conditions de travail. Le secteur des soins de santé fait partie des quelques secteurs les plus touchés par cette pénurie.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Proposition de rapport conjoint sur l'emploi publié dans le cadre du Semestre européen 2023

La Commission européenne a publié sa proposition de rapport conjoint avec le Conseil sur l'emploi. Les États membres sont invités, entre autres, à fournir un accès gratuit et efficace aux soins de santé à tous les enfants qui courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale ; à investir dans la capacité des soins de santé, en ce compris les soins de première ligne, la coordination des soins, le personnel soignant et l'e-santé ; ainsi qu'à diminuer les paiements directs, améliorer la couverture des soins de santé et promouvoir la formation continue ainsi que la reconversion du personnel de santé.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

6 Politique économique

Lancement du cycle du Semestre européen 2023 de coordination des politiques économiques

La Commission européenne a publié le paquet d'automne du Semestre européen. Celui-ci comprend, entre autres, l'examen annuel de la croissance durable, les avis sur les projets de plan budgétaire de la zone euro pour 2023, ainsi que les recommandations politiques pour la zone euro. Le processus du Semestre encourage également les réformes au niveau des systèmes de santé.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Rapports de surveillance post-programme pour cinq pays

Le paquet d'automne de la Commission européenne contient également les rapports de surveillance post-programme pour les États membres qui se trouvent sous surveillance renforcée des institutions européennes en raison de leur situation financière résultant de la crise financière et économique, en l'occurrence Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, et le Portugal. Ces rapports contiennent, entre autres, des informations sur les réformes que la Grèce a mis en place dans le système de soins de santé, sur les dépenses de soins de santé encourus en Espagne et en Irlande, ainsi que sur la soutenabilité des systèmes de santé, les services et professionnels de santé et les coûts des soins à Chypre et au Portugal.

[DOC 1 EN HTML](#) | [DOC 2 EN HTML](#) | [DOC 3 EN HTML](#) | [DOC 4 EN HTML](#) | [DOC 5 EN HTML](#)

7 Financement UE

Trois nouveaux programmes Interreg en faveur des soins de santé

La Commission européenne a annoncé de nouveaux programmes de coopération transfrontalière (Interreg), dont trois visent à renforcer, entre autres, les systèmes de soins de santé. Il s'agit des programmes Interreg NEXT établis entre la Pologne et l'Ukraine, entre la Roumanie et l'Ukraine, et entre la Roumanie et la Moldavie.

[DOC EN/FR HTML](#)

Trois accords signés dans le cadre du programme InvestEU

Le programme InvestEU de la Commission européenne vise à mobiliser des investissements publics et privés en faveur des priorités d'action de l'Union européenne, y compris dans les soins de santé et le secteur pharmaceutique. Deux accords complémentaires ont été signés avec la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB). Le premier est un accord de garantie pour le Fonds InvestEU visant à débloquer des investissements sociaux. Le deuxième permet à la CEB d'apporter un soutien consultatif aux projets d'investissement social dans le cadre de la plateforme de conseil InvestEU. Le troisième accord a été signé avec la Banque nordique d'investissement (BNI) et soutient les investissements dans la recherche, l'innovation et la numérisation dans les pays nordiques et baltes, ainsi qu'en Pologne.

[DOC 1 EN/FR HTML](#) | [DOC 2 FR HTML](#) | [DOC 3 EN/FR HTML](#)

Accord de partenariat avec l'Espagne adopté

La Commission européenne a approuvé l'accord de partenariat avec l'Espagne, qui bénéficiera ainsi de 37,7 milliards d'euros. Une partie du financement provenant du Fonds social européen (FSE) vise à améliorer la qualité et l'efficacité des soins primaires, à soutenir la construction, la rénovation et la modernisation des centres de santé et des hôpitaux, ainsi qu'à investir dans les équipements nécessaires aux soins spécialisés.

[DOC EN/FR HTML](#)

Financements supplémentaires à l'Espagne et la France dans le cadre du programme REACT-EU

Le programme de relance pour la cohésion et les territoires européens (REACT-EU) vient compléter les ressources que les États membres reçoivent dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience. Les financements supplémentaires accordés soutiendront, entre autres, le renforcement des soins de santé en Espagne, et la construction d'un centre de services sanitaires et sociaux dans la région ultrapériphérique française de Saint-Martin.

[DOC 1 EN/FR HTML](#) | [DOC 2 FR HTML](#)

Création d'un groupe d'experts sur le futur de la politique de cohésion

Établi par la Commission européenne, ce groupe d'experts de haut niveau se penchera sur la manière dont la politique de cohésion pourra atteindre ses objectifs sociaux, économiques et territoriaux tout en assurant une transition numérique et verte inclusive. Les deux premières réunions ont abordé la question du modèle européen de croissance et du renforcement de la résilience. La réflexion a, entre autres, porté sur le secteur de la santé et des soins de santé. Des conclusions stratégiques et des recommandations seront publiés début 2024.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Plan de la Hongrie pour la reprise et la résilience approuvé

Après l'évaluation positive de la Commission européenne, le plan hongrois pour la reprise et la résilience a été approuvé par le Conseil de l'Union européenne. Celui-ci comprend un ensemble de réformes et d'investissements visant à relever les défis décrits dans les recommandations par pays adressées à la Hongrie en 2019, 2020 et 2022 dans le cadre du Semestre européen. Dans le secteur des soins de santé, le plan vise notamment à éliminer les paiements informels, à soutenir la transition numérique, ainsi qu'à développer les soins de santé primaires.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Plusieurs analyses de l'ECA sur la politique de cohésion et sur la facilité pour la reprise et la résilience (FRR)

Dans un premier rapport, la Cour des comptes européenne (ECA) analyse l'utilisation de la politique de cohésion en réaction à la pandémie de COVID-19. La Commission européenne est invitée à analyser l'impact de la réponse aux crises sur les objectifs de long terme de cette politique et à suivre l'absorption des fonds accordés au titre de REACT-EU. Ces derniers ont souvent ciblé les soins de santé.

Dans un deuxième rapport, l'ECA compare la politique de cohésion à la FRR, en analysant notamment les points communs. Les États membres sont invités à éviter les doubles financements et à bien coordonner les deux instruments. La santé fait partie des six piliers visés par la FRR.

Enfin, un numéro spécial du journal de l'ECA passe en revue les différents éléments qui composent la FRR : son objectif, les aspects liés à la performance, le financement et les modalités de contrôle. Les défis pour pouvoir informer correctement les parties prenantes sur les résultats du financement de la FRR sont également discutés. Les risques encourus et les leçons à tirer sont analysés afin d'orienter les actions futures.

[DOC 1](#) [EN/FR/NL](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN/FR/NL](#) [HTML](#) | [DOC 3](#) [EN/FR/NL](#) [HTML](#)

8 Concurrence

Approbation d'un régime d'aide wallon en faveur des secteurs de la santé et de l'assistance sociale

La Commission européenne a approuvé un régime d'aides wallon de 32 millions d'euros visant à soutenir les secteurs de la santé et de l'assistance sociale dans le contexte de la guerre en Ukraine, et notamment de la hausse des prix du gaz naturel, de l'électricité et du carburant.

[DOC](#) [FR](#) [HTML](#)

Évaluation des règles relatives aux subventions publiques en faveur des services sociaux et de santé d'intérêt économique général (SIEG)

Publiée par la Commission européenne, cette évaluation confirme que les règles applicables aux SIEG dans les domaines des services sociaux et de santé sont adaptées à leur finalité. Toutefois, des ajustements pourraient s'avérer nécessaires pour simplifier et éclaircir davantage les règles existantes, ainsi que réduire encore la charge administrative pesant sur les États membres lorsqu'ils accordent des compensations aux entreprises qui fournissent des SIEG.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Joint-venture pour la conception et mise en œuvre de plans de traitement pour les soins de santé primaires en Irlande approuvé

La Commission a approuvé la création d'une joint-venture par Irish Life Wellbeing Limited et Centric Health Primary Care Limited, entreprises basées en Irlande qui offrent respectivement des assurances de santé et des services de soins primaires. La joint-venture vise à concevoir et mettre en œuvre des plans de traitement pour les soins de santé primaires dans le but d'améliorer l'expérience du patient et de réduire le coût des traitements en Irlande.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Quatre nouvelles acquisitions approuvées par la Commission européenne

- La première acquisition concerne le contrôle conjoint de Medtronic's Renal Care Solutions business, société active dans la production et distribution de produits de soins rénaux, par DaVita Inc. et Medtronic Inc., toutes basées aux États-Unis.
- La deuxième acquisition est celle de Caverion Corporation, basée en Finlande, par Bain Capital Investors, LLC, une société d'investissement privée basée aux États-Unis qui investit dans des entreprises de divers secteurs, dont les soins de santé.
- La troisième acquisition concerne le contrôle conjoint de Kirin Techno-System Company (KTS) par Omron Corporation et Kirin Brewery, toutes basées au Japon. KTS fournit, en dehors de l'Espace économique européen, des services d'inspection pour la production de divers récipients, dont ceux destinés à l'industrie pharmaceutique.
- La quatrième acquisition concerne le contrôle conjoint de Sterling Pharma, société basée au Royaume-Uni, par le groupe Partners, basé en Suisse, et GHO Capital management, basée aux Îles Caïmans.

[DOC 1](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 3](#) [EN](#) [HTML](#)

Projet d'acquisition de Oticon Medical par Cochlear examiné par la Commission européenne

Oticon Medical, basée au Danemark, et Cochlear Limited, basée en Australie, sont deux sociétés actives dans la fabrication et la fourniture d'implants auditifs. Le projet d'acquisition a été notifiée pour autorisation réglementaire à l'Espagne, qui a toutefois soumis une demande de renvoi à la Commission en considérant que l'acquisition pouvait entraver le commerce au sein du marché unique. Douze autres États membres ont ensuite rejoint cette demande. La Commission a accepté cette demande et va maintenant évaluer les éventuels effets transfrontaliers de la transaction.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Examen des fusions sur les marchés numériques et technologiques

Conduit par un expert indépendant et publié par la Commission européenne, cet examen passe en revue la jurisprudence nationale en matière d'examen des fusions sur les marchés numériques et technologiques. Parmi les cas étudiés figurent des fusions dans le domaine des soins de santé ou ayant un impact sur l'utilisation des données de santé. À la fin du rapport, des conclusions sont tirées pour l'évaluation des fusions en Europe.

[DOC](#) [EN](#) [PDF](#)

Amende infligée à Leadiant par l'autorité espagnole de la concurrence

La fondation PAF (Pharmaceutical Accountability Foundation) s'est félicitée de l'amende que l'autorité espagnole de la concurrence a infligé à la société pharmaceutique Leadiant pour avoir abusé de sa position sur le marché pour surfacturer les personnes atteintes d'une maladie génétique rare. Cette amende suit celle déjà infligée par l'Italie, Israël, et les Pays-Bas. En Belgique, l'affaire est toujours en cours. Selon la PAF, la société devrait être tenue responsable non seulement de distorsion dans la concurrence, mais aussi de la surfacturation du système de santé.

DOC [EN/NL](#) [HTML](#)

9 Cour de Justice de l'Union européenne

Arrêt concernant l'importation parallèle de médicaments génériques

Les affaires conjointes C-253/20 et C-254/20 ont pour objet des demandes de décision préjudicielle introduites par la cour d'appel de Bruxelles. Selon la Cour de justice de l'UE, le titulaire de la marque d'un médicament de référence et de la marque d'un médicament générique peut s'opposer à la mise sur le marché d'un État membre, par un importateur parallèle, de ce médicament générique, importé d'un autre État membre, lorsque celui-ci a été reconditionné dans un nouvel emballage extérieur sur lequel la marque du médicament de référence correspondant a été apposée, à moins que les deux médicaments soient en tout point identiques et que le remplacement de la marque satisfasse à certaines conditions.

DOC [EN/FR/NL](#) [HTML](#)

Arrêt concernant l'importation parallèle de médicaments

L'affaire C-224/20 oppose sept fabricants de médicaments à des importateurs parallèles de produits pharmaceutiques. L'arrêt de la Cour précise l'interprétation de plusieurs articles de la législation européenne portant sur la marque de l'Union européenne, rapprochant les législations des États membres sur les marques, et instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain.

DOC [EN/FR/NL](#) [HTML](#)

Arrêt concernant la fixation des prix des médicaments

L'affaire C-20/22 porte sur l'interprétation de la directive 89/105/CEE concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance-maladie. Selon la Cour, la notion de « blocage du prix de tous les médicaments ou de certaines catégories de médicaments » ne s'applique pas à une mesure dont la finalité est de contrôler les prix de certains médicaments pris individuellement.

DOC [EN/FR/NL](#) [HTML](#)

Arrêt concernant l'application de la législation européenne relative aux dispositifs médicaux et aux médicaments à usage humain

Dans les affaires jointes C-495/21 et C-496/21, la Cour a arrêté que la directive instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain s'applique aux « médicaments par fonction » et aux « médicaments par présentation ». En outre, lorsque le mode d'action principal d'un produit n'est pas scientifiquement constaté, celui-ci ne peut répondre ni à la définition de « dispositif médical » ni de « médicament par fonction ». Il appartient aux juridictions nationales d'apprécier si les conditions relatives à la définition de « médicament par présentation » sont satisfaites.

DOC [EN/FR/NL](#) [HTML](#)

Conclusions relatives à la mise sur le marché du médicament Aplidin - plitidespine

Dans le cadre des affaires C-6/21 P et C-16/21 P, l'Allemagne et l'Estonie demandent l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne par lequel celui-ci a annulé la décision d'exécution de la Commission européenne qui refuse de délivrer à la société Pharma Mar SA une autorisation de mise sur le marché du médicament à usage humain Aplidin - plitidespine. L'avocat général a proposé à la Cour d'annuler l'arrêt et de renvoyer l'affaire devant le Tribunal de l'Union européenne.

DOC [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

10 Procédures d'infraction

Quatre États mis en demeure en matière d'accueil des demandeurs d'asile

La Belgique, l'Espagne, la Grèce et le Portugal ont reçu une lettre de mise en demeure de la Commission européenne pour transposition incorrecte de certaines dispositions de la directive 2013/33/UE. Celle-ci établit des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, y compris leur accès aux soins de santé.

DOC [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Trois États mis en demeure en matière d'octroi de la protection internationale

La Finlande, la Grèce et le Portugal ont reçu une lettre de mise en demeure de la Commission européenne pour transposition incorrecte de certaines dispositions de la directive 2013/33/UE. Celle-ci définit les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, y compris en matière d'accès aux soins de santé.

DOC [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Deux États en défaut de transposition des règles relatives à la radioprotection

La Hongrie et la Slovaquie ont reçu respectivement une lettre de mise en demeure et un avis motivé de la part de la Commission européenne. Celle-ci demande à la Hongrie de transposer correctement la version révisée de la directive sur les normes de base en matière de radioprotection (directive 2013/59/Euratom), et à la Slovaquie de transposer intégralement cette même directive. Ces normes visent à garantir le niveau le plus élevé de radioprotection aux travailleurs, aux patients et à la population dans toute l'Union européenne.

DOC [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Seize procédures engagées en matière de réglementation des professions

L'Estonie a reçu une lettre de mise en demeure, tandis que l'Autriche, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, la Grèce, la France, la Hongrie, la Lettonie, les Pays-Bas, la Slovaquie et la Tchéquie ont reçu une lettre de mise en demeure complémentaire. La Commission européenne leur demande de mener un examen de proportionnalité avant d'adopter une réglementation professionnelle au moyen d'amendements parlementaires, en accord avec la directive 2018/958/EU en la matière.

L'Allemagne, l'Espagne, la Lituanie, la Pologne, et la Slovénie ont reçu un avis motivé demandant la transposition correcte de cette même directive. Celle-ci couvre également la réglementation des professions des soins de santé.

DOC [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Quatre États en défaut de transposition des règles sur les données ouvertes

La Belgique, la Bulgarie, la Lettonie et les Pays-Bas ont été saisis devant la Cour de justice de l'Union européenne pour défaut de transposition de la directive (UE) 2019/1024 relative aux données ouvertes et à la réutilisation des données du secteur public. Les données relatives aux soins de santé sont également concernées par cette directive.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Méthode de calcul des sanctions financières actualisée

La Commission européenne a publié une communication visant à actualiser la manière dont les sanctions financières sont calculées en cas d'infraction d'un État membre au droit de l'Union européenne. Sa capacité de paiement sera désormais déterminée uniquement sur base du produit intérieur brut et de la population. Le poids institutionnel de l'État ne sera plus pris en compte.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

11 Divers

Objectifs de l'Union en matière de résilience face aux catastrophes

La Commission européenne a publié une recommandation et une communication afin de renforcer le mécanisme de protection civile de l'UE et donc la réponse aux urgences futures. Cinq objectifs sont définis visant à anticiper, préparer, alerter, réagir, et protéger. Ils devraient être réalisés à l'horizon 2027-2030 et sont associés à des initiatives phares et actions concrètes pour une mise en œuvre immédiate. Les urgences sanitaires font partie des 16 risques identifiés. Le maintien de services essentiels, dont les soins de santé, pendant et après une catastrophe est aussi visé.

[DOC 1](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 3](#) [EN](#) [HTML](#)

Avis scientifique pour une approche systémique de la gestion des crises

Le Mécanisme de conseil scientifique à la Commission européenne et le Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies ont étudié la manière dont la gestion de crise pourrait être améliorée. Des recommandations sont adressées à la Commission européenne et aux décideurs politiques en faveur d'une approche systémique et multi-sectorielle. Les valeurs qui devraient sous-tendre la gestion de crise sont aussi définies, y compris pour la priorisation des ressources destinées aux soins de santé en contexte de crise.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Nouvelle stratégie en matière de santé mondiale

Adoptée par la Commission européenne, cette stratégie érige la santé mondiale en pilier essentiel de la politique extérieure de l'Union européenne et est conçue de manière à guider l'action de l'Union à l'horizon 2030 afin de garantir de meilleures capacités de préparation et réaction aux menaces pour la santé. Les trois priorités fixées visent à investir dans la santé et le bien-être des populations, à renforcer les systèmes de santé et progresser vers la couverture de santé universelle, ainsi qu'à prévenir et répondre aux menaces sanitaires.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Impact de l'évolution démographique dans un environnement en mutation

La Commission européenne a publié un rapport qui analyse les facteurs déterminant l'évolution démographique, ainsi que leur impact en Europe, sur base de tendances de long terme mais aussi d'événements plus récents liés notamment à l'épidémie du COVID-19. Une attention particulière est accordée à l'impact que le vieillissement de la population peut avoir sur le système de santé.

[DOC](#) [EN](#) [PDF](#)

Qualité des statistiques européennes suffisants mais à améliorer

La Cour des comptes européenne a analysé les mesures prises par la Commission européenne pour garantir une qualité élevée des statistiques européennes, en se penchant notamment sur trois domaines, la santé, le travail et les entreprises. Les résultats relèvent, entre autres, des lacunes dans les statistiques de santé, encore incomplètes et souvent datées.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Vision à long terme pour les zones rurales de l'Union européenne

Dans une résolution adoptée par le Parlement européen, celui-ci demande des actions immédiates pour résoudre les défis qui se posent dans les zones rurales de l'UE, y compris en matière d'accès aux soins de santé.

[DOC 1](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [PDF](#)

12 Publications

Analyse de l'impact du règlement relatif aux dispositifs médicaux

Dans un article scientifique, Shatrov et Blankart ont analysé les mesures introduites afin d'atteindre les deux objectifs majeurs de ce règlement : garantir le bon fonctionnement du marché intérieur, et définir des normes élevées de qualité et de sécurité des dispositifs médicaux. En conclusion, ils avancent des propositions pour améliorer la réglementation future.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Dynamiques d'intégration européenne au lendemain du COVID-19

Dans le cadre d'un numéro spécial consacré à l'épidémie de COVID-19 et à l'Union européenne, Eleanor Brooks et collègues ont analysé l'évolution des politiques européennes de santé. Le but est de comprendre les dynamiques d'intégration au lendemain du COVID-19, ainsi que les raisons pour lesquelles les États membres ont opté pour plus d'intégration en réponse à l'épidémie.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Collaborations transfrontalières dans les soins de santé en Europe

Dans un article scientifique, Schmidt et collègues ont étudié les collaborations transfrontalières pour les soins de santé financées par l'Union européenne pendant la décennie 2007-2017. Les résultats montrent les besoins et les intérêts des décideurs politiques régionaux et des acteurs de terrain en les comparant aux intérêts au niveau de l'Union européenne dans ce domaine.

[DOC](#) [EN](#) [HTML](#)

Dialogue social et négociation collective dans le secteur hospitalier

Un rapport publié par Eurofound analyse le rôle du dialogue social et de la négociation collective pour faire face aux défis créés ou exacerbés par la pandémie de COVID-19 dans le secteur hospitalier. Il examine également si les processus existants dans ce domaine au niveau national ont été adaptés afin de relever ces nouveaux défis.

[DOC](#) [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Panorama de la santé en Europe 2022

Élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en coopération avec la Commission européenne, cette publication biennale évalue les progrès accomplis par les pays européens vers des systèmes de santé efficaces, accessibles et capables de s'adapter. L'édition 2022 examine notamment les défis à relever pour renforcer la résilience des systèmes de santé. Parmi les

thèmes étudiés, celui des perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19 sur un large éventail de services de santé pour les patients non-COVID.

DOC [EN](#)/[FR](#)/[NL](#) [HTML](#)

Risques psychosociaux dans les secteurs des soins de santé et des soins de longue durée

Un rapport publié par l'Institut syndical européen (ETUI) met en évidence les sources principales de risques psychosociaux liés aux conditions de travail dans les secteurs des soins de santé et des soins de longue durée. Il montre notamment la détérioration des conditions due aux stratégies de nouvelle gestion publique, ainsi que la dévalorisation continue du travail effectué dans ces secteurs féminisés. Des mesures possibles de prévention et atténuation sont discutés.

DOC [EN](#) [HTML](#)

Défis et solutions concernant le personnel de soins de santé

Le Centre des politiques européennes (EPC) a identifié les défis auxquels est confronté le personnel de santé européen. Des recommandations sont adressées à l'Union européenne et aux États membres pour une approche holistique de planification et pour la préparation des travailleurs du secteur de la santé à la transition verte et numérique.

DOC [EN](#) [HTML](#)

Protection sociale pour les personnes en situation de handicap

Le Réseau européen de politique sociale (ESPN) décrit et analyse les conditions dans lesquelles les personnes en situation de handicap âgées de 18 ans et plus bénéficient d'un accès effectif à la protection sociale dans 35 pays européens. Le rapport de synthèse est accompagné de rapports nationaux.

DOC [EN](#) [HTML](#)

Conséquences du manque de transparence dans l'industrie pharmaceutique et au niveau européen

Global Health Advocates, en collaboration avec STOPAIDS, a commandé une série de rapports explorant la manière dont le manque de transparence de l'industrie pharmaceutique et de l'Union européenne nuit aux résultats de santé publique. L'analyse porte sur la négociation relative aux vaccins contre le COVID-19 dans le cadre de la réponse à cette épidémie. Des recommandations sont avancées pour assurer l'accès aux contre-mesures médicales, la transparence des processus de prise de décision européens, ainsi que la responsabilité en faveur de l'intérêt public.

DOC [EN](#) [HTML](#)

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Jessica Martini

martini@ose.be

www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

www.ose.be/health_newsletter/